

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE



COMMUNAUTE DE COMMUNES MEDOC ATLANTIQUE

EXERCICE 2021

Une conjoncture économique incertaine durablement impactée par la crise sanitaire actuelle¹

L'année 2020 aura été marquée par une série de deux confinements, respectivement en mars, avril et novembre dernier. Ces événements ont eu un impact significatif sur l'activité économique du pays. Cependant, il convient de tempérer l'impact respectif de ces deux périodes de confinement en prenant en compte les secteurs d'activités et les territoires concernés.

Selon la note de conjoncture de la Banque de France du 9 novembre dernier, la perte de PIB en octobre (par rapport à son niveau normal pré-pandémie) est estimée autour de – 4 %, en très légère dégradation par rapport à la perte de septembre, qui a été ramenée à – 3,5 % suite à la publication des comptes trimestriels.

À partir des informations fournies par l'enquête auprès des entreprises sur leur niveau d'activité, combinées à des hypothèses pour les secteurs non couverts par l'enquête, l'estimation de la Banque de France anticipe une perte de l'ordre de 12 % du PIB (– 12 %). Cette perte du mois de confinement serait ainsi nettement plus limitée que la perte de – 31 % enregistrée en avril lors du premier confinement.

La Banque de France précise que « *Certaines activités de services sont directement affectées par le confinement, telles que le commerce non alimentaire, la restauration traditionnelle ou les activités récréatives. Les perspectives se dégradent fortement dans ces secteurs qui devraient ainsi présenter des niveaux de perte comparables au précédent confinement modulo des effets d'adaptation, par exemple par le biais de la vente à emporter.*

Cependant, dans l'industrie et la construction les chefs d'entreprises anticipent un repli très modéré de l'activité. Les nouvelles dérogations ainsi que l'adaptation du cadre de travail des entreprises aux contraintes sanitaires devraient limiter la perte pour ces secteurs relativement à la perte constatée en avril. Du fait notamment du recours au télétravail, il en va de même pour une bonne partie des services aux entreprises, où les perspectives d'activité ne se dégradent que légèrement.

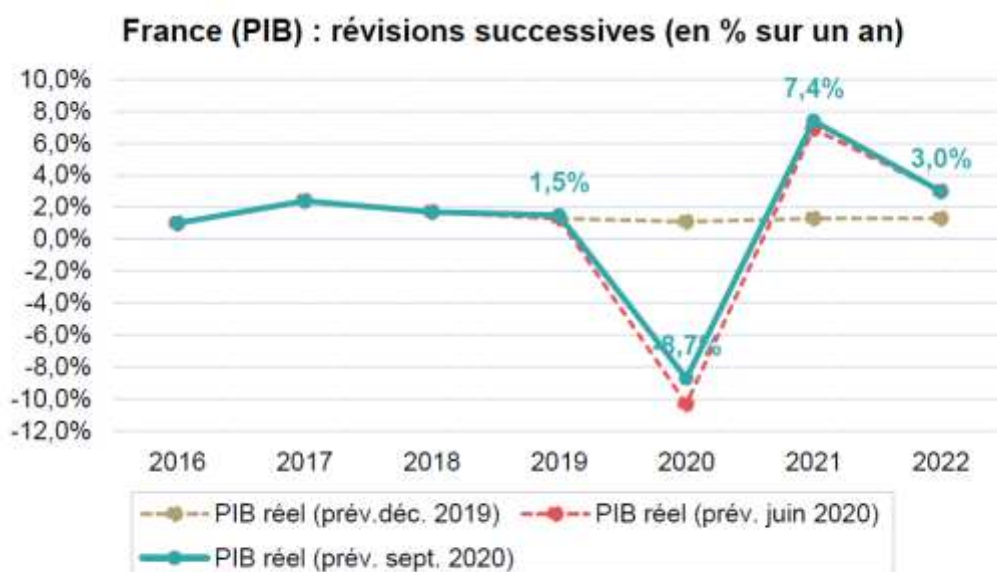
¹ Note de conjoncture Banque de France 9 novembre 2020 menée entre le 28 octobre et le 4 novembre auprès de 8 500 entreprises ou établissements (avec 90 % des réponses des chefs d'entreprise obtenues après le début du confinement)

Pour les secteurs qui sont partiellement ou non couverts par l'endossement des mesures de restriction effectuées secteur par secteur selon la nature des restrictions qui leur sont appliquées. Ainsi, le commerce non alimentaire, qui est visé par des fermetures totales, devrait présenter une perte assez similaire à sa perte d'avril.

En revanche, l'activité dans le transport devrait être nettement meilleure qu'en avril grâce à l'activité de transport de fret et au fonctionnement des transports en commun de personnes. »

Au regard des effets de cette nouvelle période de confinement en novembre 2020 et malgré un fort rebond d'activité cet été, qui avait permis de quasiment rattrapée l'activité de l'Allemagne à la fin du 3^{ème} trimestre, François VILLEROY DE GALHAU, Gouverneur de la Banque de France, anticipe une contraction du PIB sur l'année 2020 comprise entre 9 et 11 %.

Dans sa note du 13 janvier 2021, la Banque de France maintient son estimation de la contraction du PIB au 4^e trimestre 2020, soit - 4 %, ce qui laisse inchangée à - 9 % la baisse du PIB en moyenne annuelle pour 2020.²



Source : Banque de France

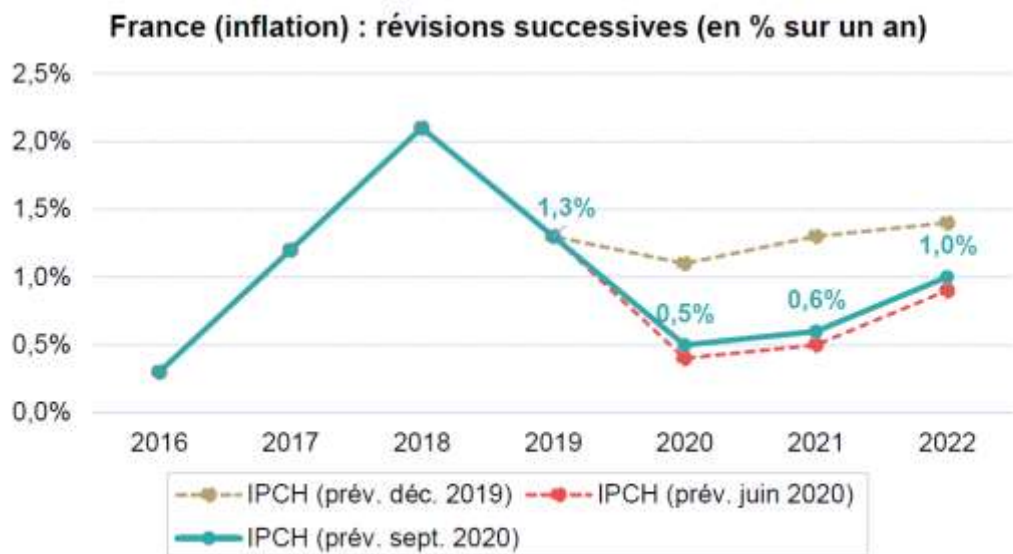
L'autre question demeure la capacité et le temps de rebond de l'économie française, et plus généralement européenne, la Commission européenne par la voix de son Vice-président, Valdis Dombrovskis, a indiqué qu'elle estimait que le retour à niveau d'activité « ante COVID 19 » interviendrait en fin d'année 2022. Toutefois, il n'est pas impossible que l'économie française se relance plus vite puisque la Commission européenne estime que l'économie française connaît en 2021 le plus fort rebond d'activité de la zone euro par le jeu de son plan de soutien et de relance aux entreprises.³

Sur le plan de l'emploi, les prévisions de la Commission Européenne projettent une hausse du taux de chômage dans la zone euro, qui devrait passer de 7,5 % en 2019 à 8,3 % en 2020 et à 9,4 % en 2021, avant de retomber à 8,9 % en 2022. Le taux de chômage dans l'UE devrait augmenter, passant de 6,7 % en 2019 à 7,7 % en 2020 et à 8,6 % en 2021, avant de retomber à 8,0 % en 2022. Pour la France, le taux de chômage serait estimé à 10,7 % pour l'année 2021.

² Note de conjoncture Banque de France 13 janvier 2021

³ Commission Européenne - Communiqué de presse en date du 5 novembre 2020 - Prévisions économiques de l'automne 2020: un rebond interrompu alors que la résurgence de la pandémie exacerbe les incertitudes

En matière d'inflation, le taux 2021 devrait s'établir entre 0 et 0,5 % € ID : 033-200070720-20210204-D04022021004-DE
prix de l'énergie.



Les enseignements du projet de Loi de finances 2021 (PLF 2021)

La poursuite de la réforme de la taxe d'habitation⁴

La loi de finances pour 2020 a mis en œuvre la suppression du produit de la TH sur les résidences principales et des compensations fiscales afférentes, pour le bloc communal à partir de 2021.

En 2020, 80% des ménages ne payaient d'ores et déjà plus de taxe d'habitation sur les résidences principales. Les 20% des ménages qui restent assujettis à cet impôt, bénéficieront d'un dégrèvement de 30 % en 2021, puis de 65 % en 2022. Ainsi, en 2023, plus aucun foyer ne paiera cette taxe sur sa résidence principale.

En compensation de la suppression de la TH, les communes et EPCI percevront respectivement la part départementale de la taxe sur les propriétés bâties et une fraction de TVA. Les régions, devraient bénéficier d'une dotation pour compenser la perte des frais de gestion de la TH. Enfin, les départements seront compensés du transfert de la taxe sur les propriétés bâties aux communes par une fraction de TVA.

A noter, la part départementale de la taxe sur les propriétés bâties sera répartie entre les communes grâce à un mécanisme de coefficient correcteur visant à leur garantir une compensation à l'euro près, neutralisant ainsi les situations de sur-compensation ou de sous-compensation.

Alors qu'il était initialement prévu dans la loi de finances pour 2020 que les EPCI et les départements bénéficient du dynamisme du produit de TVA perçu par l'Etat en N-1 pour la compensation de la perte du produit de TH et de taxe foncière, ce principe est remis en cause par un amendement gouvernemental. En effet, en raison de la crise sanitaire et du déclin de l'activité économique en 2020, l'Etat anticipe un rebond de l'activité en 2021 et donc une forte hausse du produit de TVA (de l'ordre de 10 %), ce qui se serait traduit par un net surcoût pour l'Etat en application du mécanisme prévu jusqu'alors. Afin de l'éviter, l'amendement prévoit un nouveau mode de calcul de la compensation avec un versement dynamique de la TVA l'année en cours et non plus avec un an

⁴ PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2021 - Décryptage des mesures concernant les collectivités - 6 novembre 2020 – Finances Actives

de retard. Les départements et les EPCI auraient en pareil cas un supplémentaire estimé à 1 Md€ pour les départements et environ 500 M€ pour les EPCI.

Description du calendrier de la réforme pour les collectivités

	2020	A partir de 2021
Communes	Année de transition servant de référence pour le calcul de la compensation de la TH	Perte de la TH sur les résidences principales
EPCI		Compensée par la TFB départementale
Départements	Année de transition servant de référence pour le calcul de la compensation de la TH	Perte de la TFB
		Compensée par une fraction de TVA



RECOMMANDATIONS

Sera compensé l'ensemble du panier fiscal de TH soit : le produit de TH 2020 (taux 2017) + moyenne des rôles sup (2018 – 2020) + moyenne des compensations d'exonération (2018 – 2020)

- Commune : En 2021, prévoir un produit de TFB correspondant à l'addition du panier fiscal TH et du montant de TFB 2020 (+revalorisation forfaitaire de 0,5%)
- EPCI : En 2021, prévoir un montant de fraction de TVA = panier fiscal TH 2020

Sources : LFI 2018 & 2020 et Finance Active

Les autres dispositions relatives à la fiscalité locale

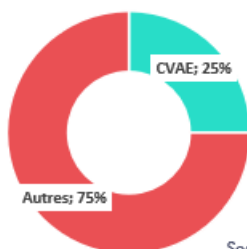
La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)

Le PLF 2021 débute son argumentaire sur la nécessité de diminuer la pression fiscale appliquée aux entreprises en affichant quelques chiffres. En France les impôts économiques dits de « production » représentent 77 milliards d'euros, soit 3,2 % du produit intérieur brut (PIB), contre seulement 1,6 % en moyenne dans l'Union européenne. Actuellement ces impôts viennent peser sur la compétitivité des entreprises françaises par rapport à leurs concurrentes, mais également sur l'attractivité du territoire national en impactant défavorablement les choix d'implantation des grandes entreprises industrielles.

La CVAE représente une part prépondérante de ces impôts, avec en 2019 un produit d'environ 19 milliards d'euros réparti sur les trois échelons de collectivités : régions, départements et bloc communal.

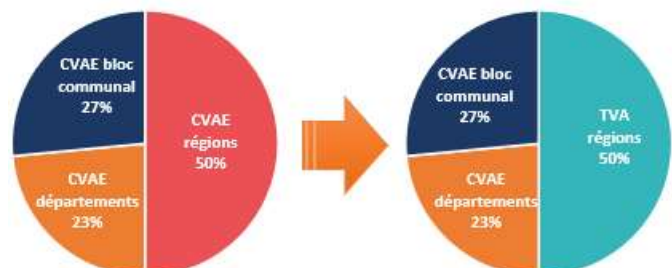
L'objectif du Gouvernement est de parvenir à un montant total d'économies de 10 milliards d'euros. Et pour ce faire, il est prévu de supprimer la part régionale de la CVAE qui à ce jour représente 7,25 Milliards d'euros, soit 50 % de la CVAE totale sur le territoire (cf. figure ci-après).

Répartition des impôts de production : une part prépondérante de CVAE



Sources : PLF 2021

Suppression d'une partie de la CVAE pour alléger la fiscalité économique



L'article 3 du PLF supprime la part de CVAE et y substitue une ressource dynamique : la Taxe sur la Valeur ajoutée.

Par le biais de ce remboursement via une fraction de TVA, l'écoulement de la baisse importante de recettes liées à la CVAE anticipée à (-)12% du fait de la crise sanitaire.

En revanche, le bloc local (Commune et intercommunalité) subira une baisse de (-)12% de CVAE en 2021 conformément aux prévisions du Gouvernement intégrées dans le PLF 2021 pour la baisse moyenne au niveau national.

▪ *La cotisation foncière des entreprises (CFE)*

L'article 4 du PLF pour 2021 prévoit de moderniser les paramètres de la méthode d'évaluation de la valeur locative (VL) des établissements industriels. Cette modernisation a pour objectif de contribuer à la réalisation d'une baisse d'environ 10 milliards d'euros des impôts de production. Cet article prévoit également de modifier la règle de revalorisation annuelle de la valeur locative des établissements industriels. L'objectif est de la rapprocher de la méthode applicable aux locaux professionnels, révisée depuis le 1er janvier 2017. L'article 4 du PLF 2021 comprend également un mécanisme de neutralisation des effets de cette modernisation des paramètres de la méthode comptable sur les ressources des collectivités locales. Il préserve dans la répartition des taxes additionnelles, le poids de chacune des taxes locales et maintient un équilibre entre les différentes catégories de redevables. Il y aura donc des compensations de la perte de recettes des taxes assises sur la TFPB et la CFE des locaux industriels (TSE, GEMAPI, contributions fiscalisées...). Ces compensations prendront la forme de dotations budgétaires égales aux produits de CFE et de TFPB de ces locaux en 2020.

Au total, les recettes de la CFE seront stables pour le bloc communal, hors effet de la crise sanitaire et mesures de soutien aux entreprises.

Les dispositions relatives aux dotations

La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) des EPCI est composée de deux parts : la dotation d'intercommunalité (dotation de base + dotation de péréquation) et la dotation de compensation (compensation part salaires). La LFI pour 2019 a réformé en profondeur la dotation globale de fonctionnement des EPCI. Elle a en effet fait l'objet de quatre mesures :

- ✓ la suppression des enveloppes par catégories d'EPCI,
- ✓ une globalisation de la contribution au redressement des finances publiques (CRFP),
- ✓ l'instauration d'un mécanisme de complément pour les EPCI dont la DI est inférieure à 5€/habitant,
- ✓ l'introduction du revenu par habitant dans le calcul de la part péréquation.

La Loi de Finances pour 2021 s'inscrit dans la continuité de la réforme de l'an passé.

1	Le budget principal 2021	7
1.1	La section de fonctionnement	7
1.1.1	L'évolution des dépenses	7
1.1.1.1	Chapitre 011 : Charges à caractère général	7
1.1.1.2	Chapitre 012 : Charges de personnel	7
1.1.1.3	Chapitre 014 : Atténuations de produits	7
1.1.1.4	Chapitre 065 : Autres charges de gestion courante	8
1.1.1.5	Chapitre 66 : charges financières	8
1.1.2	L'évolution des recettes	8
1.1.2.1	Chapitre 013 : Atténuations de charges	8
1.1.2.2	Chapitre 70 : Produits des services, du domaine et vente	8
1.1.2.3	Chapitre 73 : Impôts et taxes	8
1.1.2.4	Chapitre 74 : Dotations et participations	9
1.1.2.5	Chapitre 77 : Produits exceptionnels	9
1.2	La section d'investissement	10
1.2.1	Les propositions nouvelles d'investissement	10
1.2.2	Les restes à réaliser en dépenses d'investissement	11
2	Structure et gestion de la dette contractée	12
3	Présentation de l'évolution et de la structure des effectifs	13
3.1	Les effectifs 2020	13
3.1.1	Répartition des effectifs titulaires et non titulaires	13
3.1.2	Répartition des effectifs temps complet/temps non complet	13
3.1.3	Répartition des effectifs par filières	13
3.1.4	Répartition par catégories	13
3.1.5	Rémunérations brutes annuelles	14
3.2	L'évolution des effectifs en 2021	15
3.2.1	Répartition des effectifs titulaires et non titulaires	15
3.2.2	Répartition des effectifs temps complet/temps non complet	15
3.2.3	Répartition par filières	15
3.2.4	Répartition par catégories	15
4	Les budgets annexes	16
4.1	Extension de la ZAE Palu de Bert Est	16
4.2	ZAE Les Bruyères	16
4.3	Extension de la ZAE de la Meule	16
4.4	ZAE Le Guadet	16
4.5	Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations	17
5	Synthèse	21

1 Le budget principal 2021

1.1 La section de fonctionnement

1.1.1 L'évolution des dépenses

1.1.1.1 Chapitre 011 : Charges à caractère général

Le coût final des charges à caractère général est estimé en 2020 à 1 697 776,67 €, auquel s'ajoute des charges rattachées pour 28 585,61 €. Compte tenu du taux d'inflation qui devrait être faible en 2021, il est envisagé d'appliquer un taux d'actualisation de 1,5 %.

Dans les nouvelles dépenses de fonctionnement de l'exercice, il est prévu notamment la réalisation d'études nécessaires au service enfance/jeunesse.

Article	Objet	Evolution
6132	Intégration de la location locaux Services techniques à Soulac sur Mer et suppression loyers OTI	(-) 11 000 €
617	Etude d'impact pôles enfance Vendays-Montalivet et Soulac sur Mer	30 000 €
	Diagnostic social pour le passage du contrat Enfance-Jeunesse au dispositif de Convention territoriale globale	20 000 €
6247	Transports collectifs A la suite de la dissolution du syndicat du collège de Soulac sur Mer, les crédits en dépenses sur cet article devraient s'établir aux alentours de 80 000 €. Rappel : les services régionaux opèrent une contraction entre les coûts du service et les subventions perçues par la communauté. Comme en 2020, les recettes liées aux subventions régionales sont nulles (article 7472)	(-) 20 000 €

1.1.1.2 Chapitre 012 : Charges de personnel

Les dépenses de personnel devraient croître en 2021, de l'ordre de 275 000 € en raison de la prise en compte totale de l'avancement d'échelon, de grade et l'incidence des recrutements suivants :

- service mutualisé d'instruction des autorisations d'urbanisme : arrivée d'un nouveau responsable (Dimitri BECK) et impact de la titularisation d'un agent à temps plein (Joséphine GAGNE),
- avancement de grade Mme Sophie GIRAUD,
- service GEMAPI : Chargé de mission hydraulique fluviale et maritime (Jérôme TARTARE) et recrutement d'un contrôleur de travaux mutualisé avec les services techniques,
- service Développement économique : chargé de mission foncier d'entreprises,
- renforcement des services techniques Sud : Alain ROULEAU (Services techniques).

Ce chapitre prend également en compte les évolutions de carrière des agents (promotion, revalorisation salariale, ...).

Il sera enfin appliqué une provision de 2 % au titre Glissement Vieillesse Technicité.

1.1.1.3 Chapitre 014 : Atténuations de produits

En 2021, le montant des attributions de compensations versées aux communes devrait se stabiliser autour de 1 988 890 € pour tenir compte du transfert de la compétence « transport scolaire », exercée par le syndicat du collège de Soulac-sur-Mer. Pour mémoire, le montant 2020 des attributions de compensation ressort était de 2 022 551 €.

Le prélèvement de 3 502 420 €, opéré au titre du FNGIR, devrait rester inchangé en 2021.

S'agissant du reversement de la taxe de séjour à l'Office de Tourisme et au Conseil départemental, il est anticipé à environ 2 000 000 € eu égard aux incertitudes liées au bon déroulement de la saison estivale en 2021. En tout état de cause, il s'agit d'une opération blanche pour le budget, dès lors que sont refacturés les frais de collecte aux deux entités.

1.1.1.4 Chapitre 065 : Autres charges de gestion courante

Ce chapitre devrait rester stable et comporter une augmentation sur l'article suivant :

Article	Objet	Evolution
6574	Intégration de la subvention au syndicat du collège à la suite de la dissolution du syndicat du collège de Soulac-sur-Mer	(+)10 000 €

1.1.1.5 Chapitre 66 : charges financières

A périmètre constant, les intérêts de l'annuité de la dette s'établissent à 244 038,42 €, soit une diminution de 11,67 % (32 229 €) par rapport à 2020.

1.1.2 L'évolution des recettes

1.1.2.1 Chapitre 013 : Atténuations de charges

Sans objet

1.1.2.2 Chapitre 70 : Produits des services, du domaine et vente

S'agissant de la redevance domaniale et d'exploitation versée par Port Médoc qui sera calculée sur la base des chiffres de fréquentation 2020, il est anticipé une stabilisation des recettes avec un taux de revalorisation en augmentation de 1,5 % des recettes, au regard du taux de remplissage du port de plaisance, soit 111 440 €.

Par ailleurs, le remboursement des agents mis à disposition de l'Office de Tourisme s'établirait à 64 766,17 € pour 2021.

Déduction faite des subventions encaissées, la facturation des services mutualisés (surveillance des plages et démoustication) interviendra aux articles 70 845 « mise à disposition de personnel aux communes membres du groupement et 70 875 « Remboursement aux frais communes membres du GFP », comme suit :

Article	Service	Montant estimé
70 845	Démoustication	45 750 €
70 845	Surveillance des plages	785 729,60 €
70 875	Surveillance des plages	399 456,76 €

1.1.2.3 Chapitre 73 : Impôts et taxes

A titre de rappel, les taux votés en 2020, reconduits en 2021, sont les suivants :

- taux CFE : 26,18 %,
- taux TFB : 0,00 %,
- taux TFNB : 1,98 %.

Compte tenu des prévisions du projet de Loi de Finances et de l'aide accordée aux entreprises sur la CFE, les recettes de nature fiscale devraient ressortir de la manière suivante :

Recettes fiscale 2020		Source	Recettes fiscales 2021	Hypothèse
Taxe habitation (dotation)	6 083 223,00 €	<i>Etat 1386</i>	6 278 552,00 €	Dotation sans dynamique en 2021
Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises	916 772,00 €		806 759,36 €	Baisse de 12 %
Cotisation Foncière des Entreprises	2 023 447,00 €	<i>Etat 1081</i>	1 621 102,30 €	Baisse de 10 % + déduction de 200 000 €
Taxe sur les surfaces commerciales	280 395,00 €		280 395,00 €	statu quo
Imposition forfaitaire sur les réseaux	383 624,00 €		383 624,00 €	statu quo
Taxe Foncière non Bâties	30 502,00 €		30 502,00 €	statu quo
Sous total fiscalité directe	3 634 740,00 €		3 122 382,66 €	
TOTAL Dotation + fiscalité	9 717 963,00 €		9 400 934,66 €	

S'agissant du produit de la TEOM et des informations transmises par le SMICOTOM, il sera appliqué une majoration des taux de 10 % sur la base du produit collecté en 2020, soit un montant de 4 976 435 €.

En raison de l'intervention de la réforme sur la taxe d'habitation en 2020, qui se traduit par le versement d'une nouvelle dotation, les inscriptions comptables seront inscrites comme suit :

Article	Impôts	Montant estimé
73 111	TF/CFE	1 651 604,30 €
73 112	CVAE	806 759,36 €
73 113	TASCOM	280 395,00 €
73 114	IFER	383 624,00 €
7331	TEOM	4 976 435 €
7362	TS	2 000 000 €

Par ailleurs, il convient de rappeler que le produit attendu de la taxe GEMAPI ressort à 822 341 € sur la base d'un tarif de 17 €/habitant et une population DGF de 48 373 habitants. Ce produit fiscal est imputé sur le budget annexe dédié.

1.1.2.4 Chapitre 74 : Dotations et participations

L'exercice 2021 verra l'apparition d'une nouvelle dotation destinée à compenser la perte du produit fiscal de la taxe d'habitation pour un montant estimé à 6 278 552,00 €.

Les autres dotations devraient connaître un tassement de l'ordre de 5 % par rapport à l'exercice 2020.

Article	Impôts	Montant 2020	Montant estimé 2021
74 124	Dotation d'intercommunalité	978 573 €	929 644 €
74 126	Dotation de compensation	550 296 €	522 781 €

1.1.2.5 Chapitre 77 : Produits exceptionnels

Sans objet

1.2 La section d'investissement

Le résultat de la section de fonctionnement est estimé excédentaire, par les services, à 6 587 512,08 €, dont 1 749 735,41 € en couverture du besoin de financement de la section d'investissement :

- report en fonctionnement : 400 000 €,
- montant à affecter à la section d'investissement et au budget annexe : 4 437 776,67 €.

1.2.1 Les propositions nouvelles d'investissement

Le montant prévisionnel des investissements 2021 (hors financement des budgets annexes) s'établit à 4 295 154,00 €. Il conviendra donc que les commissions priorisent les actions à mener sur l'exercice prochain. A la suite de la commission « finances » du 21 janvier 2021, ce montant d'investissement doit être majoré de 65 000 € pour les études nécessaires à la réalisation de la ZAE Garriga, 30 000 € pour la maîtrise d'œuvre relative à un nouveau local du bureau d'information touristique à Maubuisson et 12 000 € pour le balisage des chemins de randonnée à Grayan-et-l'Hôpital.

16		Remboursement du capital	626 110,00 €
20	204183	Subvention gironde Numérique	94 044,00 €
202	820	Marché à bons de commandes AMO SCOT	20 000,00 €
2031	95	Etude aménagement des stations ADS Pointe de grave/Soulac/ Grayan/Talais	180 000,00 €
2031	95	Etude de programmation technique détaillée pour les plans plages de Carcans Hourtin, le Moutchic	180 000,00 €
2031	90	Etude de programmation et de maîtrise d'œuvre liaison ZAE Bruyères/RD 3	30 000,00 €
2031	822	Etude piste cyclable Contaut/Bombannes	120 000,00 €
2031	822	Schéma directeur des pistes cyclables	30 000,00 €
2135	20	Réaménagement salle de réunion + création bureaux + élargissement cuisine	40 000,00 €
2138	20	Archives + stockage RAM à Carcans (extension)	70 000,00 €
2138	20	Remplacement persiennes Siège Soulac sur Mer	10 000,00 €
2138	20	Acquisition algeco et isolation	16 000,00 €
2151	20	Acquisition parking de la gare du Verdon sur Mer	7 000,00 €
2151	95	Acquisition du parking pour le Bureau d'Informations Touristiques d'Hourtin	30 000,00 €
2152	90	Panneautage zones d'activités	30 000,00 €
2152	822	Installation borne de recharge véhicules électriques à Carcans	30 000,00 €
21534	831	Réfection éclairage public du phare de Richard	30 000,00 €
21578	822	Outillage des ST	20 000,00 €
21735	90	Travaux espace coworking (WC+ toiture 2020)	235 000,00 €
21735	20	Travaux local RAM Soulac sur Mer (maîtrise d'œuvre + travaux)	70 000,00 €
2183	20	Equipements informatiques des services et des élus (tablettes + visioconférence)	70 000,00 €
2184	20	Mobilier carcans et équipements informatiques des accueils	30 000,00 €
2184	95	Mobilier OTI (relais soulac)	20 000,00 €
2182	114	Matériel de Transport (2 Polaris + 1 jet ski)	57 000,00 €
2184	114	Mobiliers poste de secours	10 000,00 €
2188	114	Matériels pour Postes de Secours	5 000,00 €
2313	95	Travaux Manitoba	650 000,00 €
2314	114	Poste de secours de Maubuisson (travaux)	160 000,00 €
2314	114	Poste de secours Carcans Plage (AVP, maîtrise d'œuvre, travaux)	170 000,00 €
2314	114	Poste de secours Lacanau (extension)	30 000,00 €
2315	90	Travaux de traitement des sols dans la ZAE de Soulac sur Mer	70 000,00 €
2315	822	Rallongement garde-corps promenade de la chambrette	5 000,00 €
2315	822	Marché à bons de commande de travaux d'entretien routier - routes	100 000,00 €
2315	822	Marché à bons de commande de travaux d'entretien routier - pistes cyclables (lot 2)	100 000,00 €
2315	822	Marché à bons de commande de travaux d'entretien routier - pistes cyclables en béton (lot 3)	50 000,00 €
2315	822	Travaux de réhabilitation de voirie	900 000,00 €
			4 295 154,00 €

1.2.2 Les restes à réaliser en dépenses d'investissement

Au 31 décembre 2020, le montant total des restes à réaliser correspond au montant des opérations ayant fait l'objet d'un engagement et d'un début d'exécution sans que la facturation totale n'ait pu intervenir. Le montant ressort à 959 803,70 €.

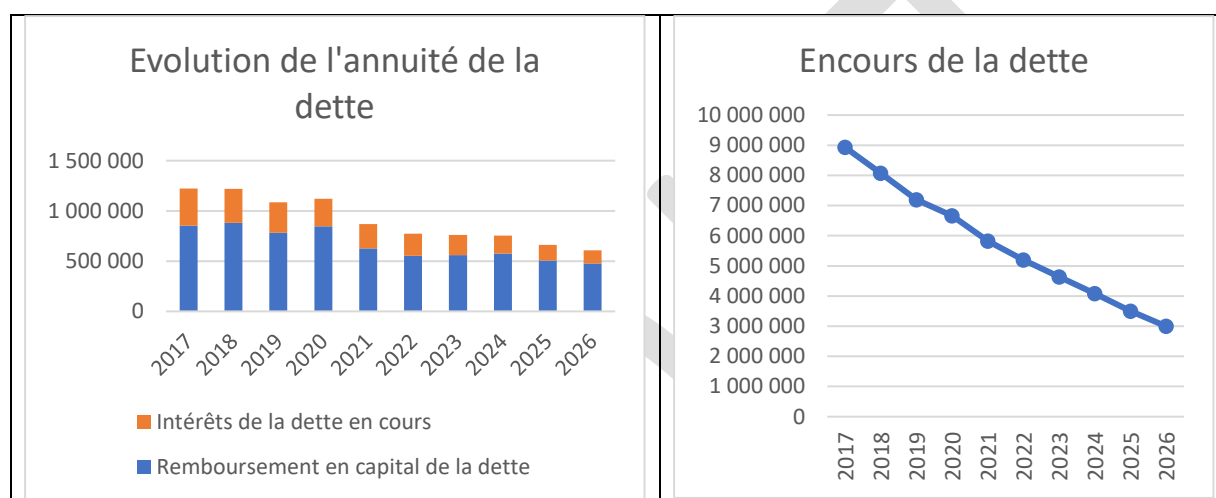
Compte	Objet de la dépense d'investissement (RAR 2020)	Montant
202	Mission d'assistance pour révision du SCOT	136 496,00 €
2031	Etude faisabilité accostage bateaux fluviaux	10 770,00 €
2031	Etude et assistance MO pour création golf	32 472,00 €
2031	Etude et assistance MO pour création golf	6 444,00 €
2031	Etude et assistance MO pour création golf	43 718,40 €
2031	Etude et assistance MO pour création golf	23 400,00 €
2031	Etude et assistance MO pour création golf	2 160,00 €
2031	Etude et assistance MO pour création golf	25 969,60 €
2031	Réaménagement accueil RAM NORD SOULAC	5 280,00 €
2051	Ajout Hourtin et Carcans sur Geoxalis et Gnau	10 641,60 €
2051	Logiciels	2 512,80 €
2152	Signalétique ZAE	2 160,00 €
21534	Eclairage public aire du phare de richard	29 084,71 €
21534	Remplacement lampadaire ZAE du Huga	538,41 €
21578	Fabrication trancheuse racine TECH NORD	1 824,00 €
21578	Broyeur TECH	12 144,00 €
21735	Réhabilitation ancien CCAS en coworking Lacanau	11 338,57 €
21735	Contrôle technique coworking Lacanau	252,00 €
21735	Contrôle technique sanitaires et couverture coworking	3 672,00 €
21735	Travaux coworking Lot 5 Peinture	412,11 €
21735	MO Rénovation OT Soulac	2 640,00 €
21735	Rénovation OT SOULAC LOT 1 Gros oeuvre	2 029,34 €
21735	Rénovation OT SOULAC Sous traitant Lot 1	288,15 €
21735	Rénovation OT SOULAC LOT 2 Menuiseries extérieures	1 129,59 €
21735	Rénovation OT SOULAC LOT 3 Menuiseries intérieures	10 531,54 €
21735	Rénovation OT SOULAC LOT 4 Agencement	26 105,05 €
21735	Rénovation OT SOULAC LOT 5 Platerie	13 933,44 €
21735	Rénovation OT SOULAC LOT 6 Sols	2 006,37 €
21735	Rénovation OT SOULAC LOT 7 Peinture	3 680,27 €
21735	Rénovation OT SOULAC LOT 8 Electricité	2 423,57 €
21735	Rénovation OT SOULAC LOT 8 Electricité AVT 1	2 565,08 €
21735	Rénovation OT SOULAC LOT 10 Menuiseries extérieures	768,00 €
21735	Vérification elect OT SOULAC	420,00 €
21735	Mission de contrôle technique OT Soulac	566,55 €
21735	Réinstallation alarme OTI soulac	1 825,20 €
21735	Mission SPS Espace de coworking à LACANAU AVT N°3	2 107,30 €
21735	Menuiseries coworking lacanau LOT 1 et 4	1 793,58 €
2183	Frais d'activation et mise en ligne tel Urba Tech	4 060,08 €
2184	Equipements numeriques OTI	39 399,60 €
2184	Mobilier OT SOULAC appel à projet NOTT	14 569,34 €
2313	Désamiantage manitoba	6 871,68 €
2313	Transformation du Manitoba en Centre Nautique	27 664,00 €
2313	Contrôle technique bâtiment Manitoba	3 766,08 €
2313	Mission coordination SPS transformation école voile	7 188,00 €
2313	Création branchement assainissement Manitoba	4 788,23 €
2313	Projet PC local stockage CARCANS	1 920,00 €
2314	Démolition reconstruction PS Maubuisson CARCANS	2 448,00 €
2314	Frais honoraires construction PS Maubuisson	5 700,00 €
2314	Modification de branchement elec PS Maubuisson	1 234,80 €
2314	Reconstruction PS Maubuisson Lot 3 Menuiseries	25 189,90 €
2314	Etude relocalisation PS Carcans	9 600,00 €
2314	Mission de maîtrise d'oeuvre. Reconstruction PS Carcans Plage	8 902,28 €
2314	Branchement assainissement PS CARCANS	1 565,94 €
2314	Déplacement branchement AEP PS CARCANS	521,33 €
2314	Extension PS plage Nord Lacanau	8 066,40 €
2314	Charpente Extension PS Lacanau Nord	12 497,06 €
2314	Electricité Extension PS Lacanau Nord	726,36 €
2315	TX plan plage du lion poteaux telecom et cable	4 866,65 €
2315	Complément sanitaire modulaire Plan Plage Lion	600,00 €
2315	Travaux plan plage du lion Lot 2	18 522,00 €
2315	AC BC N°640 TX entretien voirie interco LOT 1	4 650,00 €
2315	Etude reprofilage dunes Carcans Hourtin	3 600,00 €
2315	Maîtrise d'oeuvre tx valorisation site de la chambrette VERDON	4 782,74 €
2764	Fond de soutien aux entreprises	300 000,00 €
	Total	959 803,70 €

2 Structure et gestion de la dette contractée

S'agissant de l'emprunt de 1 080 956,71 €, classé E1, indexé sur le taux EURIBOR, il est à signaler que le taux EURIBOR 12 mois s'établit à (-) 0,483 % (valeur 20/11/2020).

En 2021, l'encours de la dette ressort à 5 819 235 € (soit une baisse de 12,69 %) et l'annuité de la dette (capital + intérêt) diminuerait de 251 656 € (soit une baisse de 22,42 %).

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Capital Restant Dû	7 197 135	6 664 772	5 819 235	5 193 125	4 638 832	4 078 494	3 502 131	2 995 247
Evolution n-1	- 10,90%	- 7,40%	- 12,69%	- 10,76%	- 10,67%	- 12,08%	- 14,13%	- 14,47%
Remboursement en capital	782 362	845 537	626 110	554 292	560 338	576 362	506 883	476 054
Evolution n-1	- 11,26%	8,07%	- 25,95%	- 11,47%	1,09%	2,86%	- 12,05%	- 6,08%
Intérêts de la dette	302 300	276 267	244 038	220 454	198 748	176 541	153 781	132 359
Evolution n-1	- 10,26%	- 8,61%	- 11,67%	- 9,66%	- 9,85%	- 11,17%	- 12,89%	- 13,93%



La diminution de l'annuité de la dette va permettre à la Communauté de Communes de conserver des marges de manœuvre pour 2021 et 2022, dans un contexte de ralentissement économique par rapport à la conjoncture antérieure à la crise sanitaire. Cependant, eu égard aux investissements auxquels l'intercommunalité devra faire face sur la mandature (protection contre les risques, renouvellement des plans plages, création de pistes cyclables, aménagements économiques) et à la rigidité des recettes fiscales, la situation financière de la Communauté de Communes pourrait considérablement se détériorer à partir de 2023, en cas de recours massif à l'emprunt. Afin de pouvoir anticiper ces difficultés, les services communautaires recommandent de formaliser en 2021 un plan prévisionnel d'investissement et la réalisation d'une prospective financière en cours d'élaboration.

3 Présentation de l'évolution et de la structure des effectifs

3.1 Les effectifs 2020

3.1.1 Répartition des effectifs titulaires et non titulaires

EFFECTIFS	2020
Non titulaires occupant des emplois permanents	3
Fonctionnaires titulaires et stagiaires	27
Contrats aidés (pour information)	2
Effectif saisonnier et CDD	115
TOTAL	147

3.1.2 Répartition des effectifs temps complet/temps non complet

TEMPS DE TRAVAIL	2020	%
35/35	131	89,12
28/35	2	1,36
37.5/37.5	1	0,68
39/39	13	8,84
TOTAL	147	

3.1.3 Répartition des effectifs par filières

FILIERES	
FILIERE ADMINISTRATIVE	19
FILIERE ANIMATION	1
FILIERE SANITAIRE ET SOCIALE	3
FILIERE TECHNIQUE	15
FILIERE SPORTIVE	109
TOTAL	147

3.1.4 Répartition par catégories

STATUT	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C
Titulaire et stagiaires	6	3	18
Non titulaires permanents	2	1	
Non titulaires saisonniers		109	6

3.1.5 Rémunérations brutes annuelles

Statut	Traitement de base	Charges patronales	NBI	Supp familial	Primes et indemnités	Heures supplémentaires	Avantages en nature
Stagiaires/titulaires	572 600 €	303 645 €	12 332 €	6 393 €	196 400 €	275	7 196 €
Non titulaires	665 482 €	267 860 €		14 €	52 831 €	6 870	812 €
Contrats aidés	40 065 €	4 027 €					
TOTAL	1 278 147 €	575 532 €	12 332 €	6 407 €	249 231 €	7 145 €	8 008 €

PROJET

3.2 L'évolution des effectifs en 2021

3.2.1 Répartition des effectifs titulaires et non titulaires

EFFECTIFS	2021	
Non titulaires occupant des emplois permanents	Recrutement 2021 : Chargé de mission hydraulique fluviale et maritime Chargé de mission foncier d'entreprises	5
Fonctionnaires titulaires et stagiaires	Recrutement 2021°: Contrôleur de travaux	32
Effectif saisonniers et CDD	Renforts saisonniers (urbanisme, ST Nord, ST Sud et Démoustication) Sauveteurs	113
CAE (pour information)	Agent d'accueil Carcans	1
TOTAL		151

3.2.2 Répartition des effectifs temps complet/temps non complet

TEMPS DE TRAVAIL	2021
35/35	135
28/35	3
39/39	13
TOTAL	151

3.2.3 Répartition par filières

FILIERES	NOMBRE
FILIERE ADMINISTRATIVE	22
FILIERE ANIMATION	1
FILIERE MEDICO SOCIALE	3
FILIERE TECHNIQUE	16
FILIERE SPORTIVE	109
TOTAL	151

3.2.4 Répartition par catégories

STATUT	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C
Titulaire et stagiaires	7	4	22
Non titulaires permanents	3	2	2
Non titulaires saisonniers		109	2

4 Les budgets annexes

4.1 Extension de la ZAE Palu de Bert Est

Aucune dépense n'est prévue pour 2021 sur ce budget annexe.

4.2 ZAE Les Bruyères

Aucune dépense n'est prévue pour 2021 sur ce budget annexe, sauf si la société « Enerbiomasse » confirme l'acquisition du terrain ce qui nécessiterait la réalisation de la liaison routière avec la RD 3.

4.3 Extension de la ZAE de la Meule

Le montant des travaux de viabilisation des terrains devrait avoisiner 80 000 € selon un scénario d'aménagement d'une surface commercialisable de 23 200 m² (11 lots dont 2 macro-lots).

4.4 ZAE Le Guadet

Il conviendra de prévoir la réalisation des travaux de viabilisation.

PROJET

4.5 Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations

En matière de dépenses de fonctionnement, le montant prévisionnel des dépenses est estimé à 998 668,98 € (Restes à réaliser compris - RAR).

ARTICLE	OBJET	TOTAL RAR DF 2020	Nouvelles propositions DF 2021	TOTAL DF 2021
011	Charges à caractère général	178 868,98 €	323 800,00 €	502 668,98 €
6135	Location pelle pour remise blocs sur ouvrages littoraux		20 000,00 €	20 000,00 €
	Location pelle pour travaux de sauvetage urgent vestiges archéologiques		15 000,00 €	15 000,00 €
61521	Travaux entretien digues (terrassement)	12 960,00 €		12 960,00 €
617	Levés topographiques divers sur plages du littoral nord-médocain		30 000,00 €	30 000,00 €
	Prises de vues photos/vidéos sur plages du littoral nord-médocain		20 000,00 €	20 000,00 €
	Observatoire littoral Soulac Le Verdon Grayan Naujac 2021 topographie et analyse (AO)		20 000,00 €	20 000,00 €
	Observatoire littoral Soulac Le Verdon Grayan Naujac 2021 bathymétrie (AO)		20 000,00 €	20 000,00 €
	Observatoire littoral Soulac Le Verdon Grayan Naujac 2021 inventaires faune flore (AO)		20 000,00 €	20 000,00 €
	Observatoire littoral Soulac Le Verdon Grayan Naujac 2021 levé des ouvrages (AO)		20 000,00 €	20 000,00 €
	Observatoire littoral Soulac Le Verdon Grayan Naujac 2021 acquisition clichés aériens IGN		8 000,00 €	8 000,00 €
	Observatoire littoral Soulac Le Verdon Grayan Naujac 2021 analyses granulométriques		8 000,00 €	8 000,00 €
	Création d'une plaquette pédagogique stratégie érosion Grayan Naujac		15 000,00 €	15 000,00 €
	Etude de faisabilité relocalisation littoral de Vendays-Montalivet		30 000,00 €	30 000,00 €
	Etude de faisabilité relocalisation littoral de Soulac-sur-Mer		30 000,00 €	30 000,00 €
	APS porte anti-tempête le Verdon-sur-Mer chenal du Conseiller		10 000,00 €	10 000,00 €
	Vidéo didactique stratégies érosion Médoc Atlantique		15 000,00 €	15 000,00 €
	Etude faisabilité porte anti-tempête le Verdon	10 584,00 €		10 584,00 €
	Etude historique littoral nord médocain (V. JOINEAU) (gré à gré)	4 845,00 €		4 845,00 €
	Mission assistance MO travaux casier de Neyran	2 940,00 €		2 940,00 €
	Observatoire littoral Soulac Le Verdon LOT 4 (AO)	80 910,00 €		80 910,00 €
	Observatoire littoral Soulac Le Verdon LOT 6 (AO)	10 646,00 €		10 646,00 €
	Observatoire littoral Soulac Le Verdon LOT 2 (AO)	13 860,00 €		13 860,00 €
	Observatoire littoral Soulac Le Verdon LOT 3 (AO)	11 424,00 €		11 424,00 €
	Mission assistance MO tx casier Neyran	2 940,00 €		2 940,00 €
6182	Acquisition documentation		300,00 €	300,00 €
	Documentation	79,38 €		79,38 €
6184	Frais de formations		3 000,00 €	3 000,00 €
6188	Frais hébergement déplacements prestataires		2 000,00 €	2 000,00 €
6226	Assistance juridique système endiguement		10 000,00 €	10 000,00 €
	Assistance juridique érosion		10 000,00 €	10 000,00 €
	Cotisation France Dignes		5 000,00 €	5 000,00 €
	Cotisation ANEL		5 000,00 €	5 000,00 €
	Assistance juridique (cabinet LANDOT)	24 480,60 €		24 480,60 €
6231	Annonces et insertion		3 500,00 €	3 500,00 €
6256	Frais de mission (colloques, conférences)		3 000,00 €	3 000,00 €
6257	Réception		1 000,00 €	1 000,00 €
6288	Assistance technique	3 200,00 €		3 200,00 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00 €	176 000,00 €	176 000,00 €
6215	mise à disposition personnel Vincent Mazeiraud		173 000,00 €	173 000,00 €
	mise à disposition personnel Jérôme Tartare			
	mise à disposition personnel Aurélie RIVERA 60%			
	mise à disposition personnel projecteur contrôleur travaux			
	mise à disposition personnel stagiaire		3 000,00 €	3 000,00 €
65	Autres charges de gestion courante	0,00 €	320 000,00 €	320 000,00 €
6558	Remboursement travaux 2020 CD33 digue des Mattes du Bas Médoc		0,00 €	0,00 €
	Financement syndicats bassins versants (SMBVPM + SIABEVELG + Centre Médoc Gargouilh)		320 000,00 €	320 000,00 €
022	Dépenses imprévues	0,00 €	0,00 €	0,00 €
023	Virement à la section d'investissement	0,00 €		0,00 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre section	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6811	Dotations aux amort. des immo incorporelles et corporelles			0,00 €
014	Atténuation de produits	0,00 €	0,00 €	0,00 €
7391178	Restitutions sur dégrèvements contributions directes		0,00 €	
	TOTAL DF	178 868,98 €	819 800,00 €	998 668,98 €

En matière de recettes de fonctionnement, ces dernières seraient (232 393,08 €), du produit de la taxe GEMAPI 2021 (822 341 €).

RECETTES DE FONCTIONNEMENT		
ARTICLE	OBJET	TOTAL RF 2021
73	Impôts et taxes	822 341,00 €
7318	Rôle supplémentaires taxe Gemapi	
7346	Taxe Gemapi	822 341,00 €
74	Dotations, subventions et participations	0,00 €
74751	Subvention d'équilibre du budget principal	
002	Excédent 2020	232 393,08 €
TOTAL RF		1 054 734,08 €

En matière de dépenses d'investissement, le montant prévisionnel des dépenses est estimé à 2 937 192,49 €.

ID : 033-200070720-20210204-D04022021004-DE

ARTICLE	OBJET	TOTAL RAR DI 2020	Nouvelles propositions DI 2021	TOTAL DI 2021
20	Immobilisations incorporelles	79 960,32 €	182 000,00 €	261 960,32 €
2182	Matériel suivi digue (véhicule + matériel topo)		40 000,00 €	40 000,00 €
	Etude de la protection dure du littoral de Soulac-sur-Mer		96 000,00 €	96 000,00 €
2031	Etude complémentaire pour la reconnaissance du système d'endiguement du Verdon-sur-Mer		30 000,00 €	30 000,00 €
	Etude maîtrise d'œuvre travaux stratégie érosion Soulac Le Verdon (CASAGEC/EGIS)	74 280,00 €		74 280,00 €
	Etude mission et assistance stratégie érosion Négade/Naujac (ARTELIA)	5 680,32 €		5 680,32 €
2051	Matériel informatique (licences autocad)		1 000,00 €	1 000,00 €
	Création site internet observatoire du littoral nord-médocain		15 000,00 €	15 000,00 €
204	Subvention d'équipement versées	38 950,00 €	231 650,00 €	270 600,00 €
	Subvention stratégie érosion Lacanau		45 000,00 €	45 000,00 €
2041411	Subvention stratégie érosion Lacanau 2020	22 500,00 €		22 500,00 €
	Subvention SMBVPM prestations de service digue des Mattes (surveillance, travaux végétation)		30 000,00 €	30 000,00 €
204171	Subvention SMBVPM maîtrise d'œuvre cordon sud Richard		30 000,00 €	30 000,00 €
	Subvention SMBVPM maîtrise d'œuvre cordon sud Saint-Vivien (chenal du Gua)		30 000,00 €	30 000,00 €
	Subvention projet de recherche archéologique ESTRAN (Université Bordeaux Montaigne)		16 650,00 €	16 650,00 €
204181	Subvention SIAEBVELG prestations de services faucardage espèces invasives		80 000,00 €	80 000,00 €
	Subvention suivi archéologique littoral (université BX Montaigne)	16 450,00 €		16 450,00 €
23	Immobilisations en cours	435 292,87 €	1 969 339,30 €	2 404 632,17 €
	Maîtrise d'œuvre des travaux de repli/suppression/relocalisation des enjeux de première ligne Vendays-Montalivet		36 000,00 €	36 000,00 €
	Maîtrise d'œuvre travaux de protection de la stratégie pour le littoral de Vendays-Montalivet (AO)		120 000,00 €	120 000,00 €
	Maîtrise d'œuvre travaux de rechargement printemps 2021 du littoral de Vendays-Montalivet et de Soulac-sur-Mer (AO)		25 000,00 €	25 000,00 €
	Travaux de rechargement plage Vendays-Montalivet (printemps 2021) (AO)		180 000,00 €	180 000,00 €
	Travaux de rechargement plage de Soulac-sur-Mer (printemps 2021) (AO)		360 000,00 €	360 000,00 €
	Travaux de rechargement plage Carcans-Plage (hiver-printemps 2021) (gré à gré entreprise privée)		50 000,00 €	50 000,00 €
	Travaux rechargement urgence (hiver 2020/2021 Soulac + Montalivet) (accord-cadre BUESA / TREZENCE TP)		80 000,00 €	80 000,00 €
	Travaux stabilisation dunes communales du Pin Sec (ONF)		42 000,00 €	42 000,00 €
	Travaux stabilisation dunes communales Vendays-Montalivet (ONF)		18 000,00 €	18 000,00 €
	Missions CSPS travaux de rechargement des plages (gré à gré)		10 000,00 €	10 000,00 €
	Missions de maîtrise d'œuvre système d'endiguement (LOT 1)		80 000,00 €	80 000,00 €
	Missions de prestations topographiques et bathymétriques système d'endiguement (LOT 2)		30 000,00 €	30 000,00 €
	Missions de prestations d'études foncières système d'endiguement (LOT 3)		20 000,00 €	20 000,00 €
	Travaux remise en état de la digue des Mattes (marché M1 BUESA-MALET-VALERIAN)		300 000,00 €	300 000,00 €
	Travaux remise en état cordons (marché M2 BUESA-MALET-VALERIAN)		200 000,00 €	200 000,00 €
	Travaux digue des Mattes secteur Listran complément BUESA		23 000,00 €	23 000,00 €
	Travaux petite végétation digue des Mattes (APADEV gré à gré)		15 000,00 €	15 000,00 €
	Travaux petite maçonnerie digue des Mattes (APADEV gré à gré)		15 000,00 €	15 000,00 €
	Travaux grosse végétation digue des Mattes (entreprises privées)		25 000,00 €	25 000,00 €
	Travaux grosse végétation digue de Valeyrac (entreprises privées)		5 000,00 €	5 000,00 €
	Missions CSPS travaux digues et cordons (gré à gré)		10 000,00 €	10 000,00 €
	Travaux ouvrages hydrauliques digue de Valeyrac (entreprises privées)		10 000,00 €	10 000,00 €
2318	Travaux remise en état accès système d'endiguement (servitude marchepied, crête)		10 000,00 €	10 000,00 €
	Travaux d'urgence système d'endiguement		50 000,00 €	50 000,00 €
	Etude système endiguement + AVP travaux sur les cordons (EGIS/CASAGEC) (AO)	7 656,00 €		7 656,00 €
	Accord cadre MOE travaux digues (PRO/ACT/DET/AOR)	11 376,00 €		11 376,00 €
	Travaux entretien petite maçonnerie digue des Mattes (APADEV)	6 815,54 €		6 815,54 €
	Travaux entretien digue des Mattes (enrochements) (marché BUESA)	43 534,79 €		43 534,79 €
	Travaux restauration perré sud port de Richard	13 434,00 €		13 434,00 €
	Mise en conformité système endiguement bas médoc	77 142,00 €		77 142,00 €
	Mise en conformité système endiguement bas médoc	60 780,00 €		60 780,00 €
	Travaux entretien petite maçonnerie digue des Mattes (APADEV)	8 320,98 €		8 320,98 €
	Rechargement plage de Montalivet + évaluation incidences	14 664,00 €		14 664,00 €
	Travaux réfection cordon sud goulée	9 720,00 €		9 720,00 €
	Note de cadrage tx PSR système endiguement	3 360,00 €		3 360,00 €
	Mise à dispo personnel entretien des digues	10 500,00 €		10 500,00 €
	colmatages, clapet	14 982,00 €		14 982,00 €
	Confortement digue chenal de richard	35 944,80 €		35 944,80 €
	Dossiers et assistance tx printaniers soulac	14 355,60 €		14 355,60 €
	Coordo tx remise en état 2ème section digues des Mattes	1 200,00 €		1 200,00 €
	Coordo tx restauration perré sud Port de Richard	330,00 €		330,00 €
	Dossiers règlementaires tx rechargement plage soulac	8 399,16 €		8 399,16 €
	Dossiers règlementaires tx rechargement plage soulac	54 180,00 €		54 180,00 €
	MO tx remise en état digues Jau	20 172,00 €		20 172,00 €
	Dossiers règlementaires tx rechargement plage soulac	16 086,00 €		16 086,00 €
	Relevé topo gignes des mattes JAU	2 340,00 €		2 340,00 €
020	Dépenses imprévues		255 339,30 €	255 339,30 €
	TOTAL DI	554 203,19 €	2 382 989,30 €	2 937 192,49 €

En matière de recettes d'investissement, le montant prévisionnel est constitué de ces dernières, de l'excédent reporté (263 837,48 €) et des subventions.

RECETTES D'INVESTISSEMENT				
ARTICLE	OBJET	TOTAL RAR RI 2020	RI 2021	TOTAL RI 2021
13	Subventions d'investissement	676 645,81 €	1 157 392,09 €	1 834 037,90 €
1322 REGION	CRNAq Tx rechargement plage Montalivet 2019-2020	20 350,00 €		20 350,00 €
	Subv Europe rechargement plage Montalivet FEDER 2019-2020	58 640,48 €		58 640,48 €
	CR Aq Subv Europe Stratégie érosion Soulac Le Verdon 2018-2021	180 500,00 €	180 500,00 €	361 000,00 €
	CRNAq Tx rechargement Carcans Plage 2019-2020	21 800,00 €		21 800,00 €
	Subv Europe FEDER Stratégie érosion Soulac Le Verdon 2018-2021		503 154,09 €	503 154,09 €
	CRNAq Stratégie érosion Grayan - Vendays Montalivet- Naujac 2021			0,00 €
1321 ETAT	Subv PREF. Gironde Stratégie érosion Soulac Le Verdon 2018-2021 FNADT	245 000,00 €		245 000,00 €
	Subv DDTM33 rechargement plage Montalivet AFIFT 2019-2020	15 840,33 €		15 840,33 €
	Subv PREF. étude de dangers système endiguement BARNIER	39 140,00 €		39 140,00 €
	Subv PREF. Stratégie érosion Grayan Vendays Montalivet - Naujac 2021 FNADT			0,00 €
1323	Subv CD33 étude de dangers système endiguement	34 880,00 €		34 880,00 €
	Subv CD33 AVP cordon Goulée nord et sud	9 810,00 €		9 810,00 €
	Subv CD33 AVP cordon Richard nord et sud	9 810,00 €		9 810,00 €
	Subv CD33 AVP cordon Neyran nord et sud	9 810,00 €		9 810,00 €
	Subv CD33 AVP cordon Gua sud	6 540,00 €		6 540,00 €
	Subv CD33 AVP cordon la Reille nord	4 905,00 €		4 905,00 €
	Subv CD33 dossier autorisation environnementale tx cordons et chenaux	9 810,00 €		9 810,00 €
	Subv CD33 servitude utilité publique	9 810,00 €		9 810,00 €
	Dotation compensation CD33 digue des Mattes du Bas-Médoc 2021		288 738,00 €	288 738,00 €
	Dotation exceptionnelle CD33 tx digue Listran	0,00 €	185 000,00 €	185 000,00 €
10	Dotations fond divers et reserves		200 000,00 €	200 000,00 €
10222	FCTVA		200 000,00 €	200 000,00 €
1068				0,00 €
021	Report excédent 2020		263 837,48 €	263 837,48 €
040	Dotation aux amortissements		0,00 €	0,00 €
TOTAL RI		676 645,81 €	1 621 229,57 €	2 297 875,38 €

Le besoin de financement de la section d'investissement du budget GEMAPI ressort à 639 317,11 €.

5 Synthèse

La situation financière de la Communauté de Communes est maîtrisée ce qui permet d'envisager une politique d'investissement et un recours à l'emprunt raisonnables.

	2018	2019	2020	Evolution
Recettes Réelles de Fonctionnement	18 677 761,19 €	19 633 522,78 €	21 575 044,28 €	15,51%
Report n-1 (PM)	600 000,00 €	600 000,00 €	3 374 636,31 €	
Dépenses Réelles de Fonctionnement	16 660 011,47 €	16 416 743,63 €	17 911 538,47 €	7,51%
Capacité d'Autofinancement (CAF) Brute	2 017 749,72 €	3 216 779,15 €	3 663 505,81 €	81,56%
Remboursement Capital/an	930 902,08 €	782 362,00 €	845 537,00 €	-9,17%
Capacité d'Autofinancement (CAF) Nette	1 086 847,64 €	2 434 417,15 €	2 817 968,81 €	159,28%
Encours de la Dette en capital	8 428 037,14 €	7 497 135,06 €	6 664 772,64 €	-20,92%
Ratio de capacité de désendetttement en nbre d'années	4,18	2,33	1,82	

Cependant, l'action de la Communauté de Communes atteint un seuil critique qui nécessite d'assurer un financement pérenne, pour faire face aux défis pluriels que devra relever le territoire ces prochaines années : garantir la sécurité et l'attractivité du territoire, notamment.

Dans ces conditions, le volume d'investissements devenant de plus en plus important au cours du temps et au gré des compétences transférées par l'Etat, dans une conjoncture marquée par la crise sanitaire et la rigidité des recettes fiscales, la Communauté de Communes doit s'attacher à se donner une visibilité financière pour la mandature en réalisant un plan pluriannuel d'investissement et une prospective financière, à la sortie de la crise sanitaire. Ce travail permettra d'optimiser la capacité d'investissement de l'intercommunalité sans craindre le spectre de l'endettement massif.

En tout état de cause, l'effet cumulé de la perte de dynamique des recettes fiscales, de la rigidité des dépenses de fonctionnement et le ralentissement de l'économie, en 2021 et 2022, risque de dégrader significativement les comptes de la Communauté de Communes à l'horizon 2026. Aussi, cette dernière devra user de tous les leviers à sa disposition (fiscalité, emprunts, subventions, optimisation des recettes du domaine) pour assurer le financement de ses investissements sans compromettre durablement sa capacité d'autofinancement. Sur ce dernier point, il faut d'ores et déjà indiquer qu'une action sur la maîtrise des dépenses de fonctionnement n'aura qu'un impact limité en raison de la rigidification des dépenses de fonctionnement et de leur caractère obligatoire ou contraint.